

FRA
AU NUMÉRO 11/1979
EMENT

09 JAN. 1980 126A

tendances

de la conjoncture

NOTE DE SYNTHÈSE

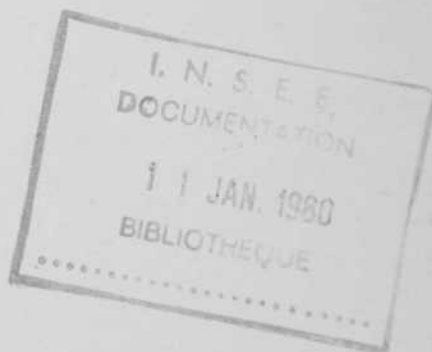
REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE • INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES •

SITUATION & PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

EN DÉCEMBRE 1979

C 1
(Collection N° 1)



insee

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'INSEE. ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France : 270 F. étranger : 310 F. CCP Paris 9064.64T. Directeur de la publication : M. Edmond MALINVAUD, Directeur Général de l'INSEE.

tendances

de la conjoncture

supplément au n° 11-1979

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE * INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES * Directeur Général : M. Edmond MALINVAUD

* Direction Générale : 18, Bd. Adolphe Pinard, 75675 PARIS CEDEX 14.

* Bureau d'information du public : tél. : 345-70-75. (indices courants) et 345-72-31

SITUATION ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANCAISE
EN DÉCEMBRE 1979

SOMMAIRE

Avertissement

Introduction

- I – L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- II – LES PRIX MONDIAUX ET LE COMMERCE INTERNATIONAL
- III – LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE
- IV – LA DEMANDE ET LA PRODUCTION
- V – LA SITUATION DE L'EMPLOI
- VI – LES PRIX
- VII – LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE
- VIII – LA SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES
- IX – LA SITUATION FINANCIERE DES MÉNAGES

RÉSUMÉ ET PERSPECTIVES

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France 270 F étranger 310 F CCP Paris 9064-64T Directeur de la publication : M. Edmond MALINVAUD, Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

Cette note a été achevée avant la réunion de fin d'année de l'OPEP ; les hypothèses de prix du pétrole sur lesquelles elle reposait se révèlent aujourd'hui (19 décembre) un peu faibles. Afin de fournir dès à présent à nos lecteurs une estimation précise de nos coûts pétroliers pour l'année 1980, nous avons rectifié plusieurs tableaux en tenant compte de l'information disponible à ce jour : nous retenons désormais un prix moyen à la production du pétrole importé par la France de 26 dollars par baril, ce qui représente un doublement en un an. Sous l'hypothèse qu'il n'y ait pas de nouvelles hausses au premier semestre 1980, le prix de la tonne importée par la France atteindrait 830 F à partir de mars 1980. Notre facture énergétique avoisinerait 110 milliards en 1980 (contre 82 en 1979 et 62 en 1978).

Pour des raisons techniques, le texte de la note a été peu retouché. Mais on voit bien dans quel sens va ce supplément de hausse pétrolière :

- un peu plus d'inflation au premier semestre 1980*
- le risque d'un renforcement des comportements d'anticipation (stockage, achats de précaution) dans le très court terme*
- un effet dépressif accru sur les économies occidentales (le prélèvement représente désormais entre 2 et 2,5 % du PNB de l'OCDE).*

Il y a un an, les économies occidentales avaient retrouvé une situation favorable. Dans le cas de la France cependant, le redressement de l'activité se trouvait stimulé par le déséquilibre financier croissant du système de redistribution social, qui résultait d'une progression plus rapide des versements que des prélèvements. La correction de ce déséquilibre au début de 1979 a provoqué un infléchissement sensible de la croissance du pouvoir d'achat des revenus des ménages et atténué le caractère favorable de l'évolution conjoncturelle de l'économie française.

A partir du printemps, il est devenu clair que les économies occidentales devraient supporter un nouveau prélèvement extérieur du fait de l'accélération des prix pétroliers. Pour la France, cet événement général, s'ajoutant aux effets spécifiques nationaux du rééquilibrage de la Sécurité Sociale, pouvait mener, en ordre de grandeur, à une stagnation du pouvoir d'achat des revenus intérieurs, en l'absence d'endettement extérieur. En raison des différences notables entre la situation de l'économie aujourd'hui et en 1974, les prévisions conjoncturelles établies par l'INSEE en juillet dernier faisaient l'hypothèse d'un ajustement rapide de la demande puis de l'activité à la nouvelle situation des revenus, qui devrait conduire à un ralentissement progressif de la croissance, sensible à partir de l'automne 1979 et se terminant par quelques mois de stagnation au début de 1980. Dans cette perspective, la phase de croissance excessive impliquant ensuite un ajustement, comme ce qui fut observé en 1974, devait être évitée et la croissance pouvait reprendre dès la mi 1980.

Ce n'est pas ce qui s'est passé. La croissance s'est accélérée en France entre la fin du printemps et l'automne, semblant reproduire une situation analogue par sa nature — mais non pas son ampleur — à celle de 1974.

Cette Note sur la Situation et les Perspectives de l'Économie française tente de décrire et d'expliquer cette situation. Comme on le verra, le très fort développement des exportations explique une part notable du sursaut de l'activité en France, et témoigne de son caractère international. Mais ce sont, plus profondément, les évolutions de la consommation des ménages et des stocks qui, nationalement, constituent les points névralgiques de la situation économique actuelle : le sursaut de la croissance témoigne d'un début de déséquilibre, encore modéré. Si consommation et stocks l'amplifiaient, le risque qu'intervienne une phase d'ajustement plus sévère deviendrait grand. C'est à mieux cerner ces évolutions possibles que cette Note est consacrée.